

5 heures du matin

JEUDI

6 AVRIL 1972

Nouvelle série - N° 8.983  
(97<sup>e</sup> jour)

0,10 F

6, boul. Poissonnière  
PARIS-9<sup>e</sup>

770 73.39 et 91.59

# L'Humanité



ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ÉDITION  
SPÉCIALE

**LE 23 AVRIL : PRONONCEZ-VOUS** contre la  
politique réactionnaire du pouvoir

**AFFIRMEZ-VOUS** en faveur d'une politique  
nouvelle qui bénéficiera à l'ensemble du peuple

**VOTEZ NON** AU RÉFÉRENDUM-  
PLÉBISCITE

**L**E salarié — qu'il soit ouvrier, technicien, ingénieur, enseignant ou employé — le paysan, l'artisan ou le commerçant, constate que quelque chose ne va plus dans la société actuelle !

Chômage, inflation, bas salaires, exploitation de tous ceux qui vivent de leur travail, injustices, inégalités devant l'impôt; enseignement, logement et santé sacrifiés, scandales nombreux, caractérisent la situation actuelle. Et l'énumération n'est pas complète !

La majorité des Français considère qu'il n'est plus possible de vivre ainsi, dans le travail, dans la cité, dans l'habitation, en un mot qu'il n'est plus possible de vivre ainsi dans la réalité quotidienne, qu'il faut une autre politique.

Car la politique de Pompidou et de son gouvernement — U.D.R., indépendants, centristes — est une politique délibérée, qui a pour but d'utiliser toutes les ressources matérielles et humaines de notre pays, non pour satisfaire les besoins du peuple et de la nation, mais les exigences de profit des grandes sociétés capitalistes.

**C'**EST pourquoi son action dans le domaine économique et social, son action dans le domaine international est une même et seule politique, une politique au service des grandes féodalités économiques et financières.

Dans ces conditions, les Français, chaque jour plus nombreux, mesurent la nocivité

de la politique de Pompidou et de son régime qui n'a rien résolu et ne résoudra rien dans le sens des intérêts des travailleurs et du pays.

Ils expriment plus nettement leur mécontentement et leur volonté de changement. Le succès de diffusion du « programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire » proposé par le Parti Communiste, la vaste discussion qui s'est instaurée autour de ses idées essentielles en témoignent.

Tout cela inquiète la majorité actuelle. Devant les difficultés qui l'assaillent elle a cherché une parade et le président de la République a décidé le référendum.

Sous prétexte d'élargir le Marché commun, mais en réalité pour maintenir la domi-

nation des puissances d'argent, pour accentuer le caractère autoritaire et personnel du pouvoir, pour rassembler les forces réactionnaires, pour renforcer l'Europe des trusts, pour poursuivre et accentuer sa politique antisociale et réactionnaire, Pompidou veut obtenir, avec son référendum, un chèque en blanc.

A cette demande, la seule réponse cohérente c'est le NON. Un NON catégorique.

Tous ceux qui, à des titres divers, sont mécontents de la politique du pouvoir ne peuvent que voter NON.

Tous ceux qui veulent que la production et l'utilisation des richesses nationales, le développement nécessaire de la coopération avec tous les pays, dans le cadre d'une

Europe démocratique et pacifique, permettent à tous de vivre mieux, de vivre autrement, ne peuvent que voter NON.

A l'heure où la volonté de changement grandit dans notre pays, où le pouvoir cherche à sortir d'une situation difficile, l'union populaire, c'est-à-dire le regroupement des hommes et des femmes de toutes générations qui sont opposés au pouvoir, qui veulent un régime nouveau de démocratie économique et politique, doit se réaliser sur le NON.

**V**OTEZ et faites voter NON au référendum-plébiscite. Plus il y aura de NON, plus vite s'effectueront les transformations auxquelles aspirent les Françaises et les Français.



Une autre vie est possible, plus heureuse, vraiment humaine. L'union populaire pourra la réaliser en libérant le pays de la domination des puissances d'argent.

Si vous désirez adhérer au **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** envoyez votre adhésion : 2, PL. COLONEL-FABIEN PARIS (19<sup>e</sup>)

## COMMERÇANTS ARTISANS

— Le VI<sup>e</sup> plan a prévu jusqu'en 1975 l'ouverture de 2.500 supermarchés et 196 hypermarchés.  
— entre 1960 et 1966 : 94.300 petits établissements ont disparu.  
— Les grandes entreprises industrielles et commerciales bénéficient de larges privilèges fiscaux. L'essentiel des recettes fiscales de l'Etat est exigé des salariés et des artisans et commerçants.  
— Le pouvoir U.D.R.-centriste-independant sacrifie les petits commerçants et artisans aux intérêts de la haute finance.

# Pour les femmes, raisons de plus

**L**ES femmes ont-elles des raisons particulières de répondre NON, le 23 avril ? Certainement.  
Citoyenne, travailleuse, mère de famille, ce triple aspect de la vie des femmes donne à leurs raisons de dire NON un poids spécifique.  
La vie des femmes qui travaillent dans les entreprises industrielles et commerciales s'assimile à la course de handicaps : celui de la formation professionnelle, des salaires (4.500.000 travailleurs, dont 66,1 % de femmes gagnent moins de 850 F), de l'emploi, de la promotion professionnelle, de l'insuffisance criante d'équipements sociaux (crèches, garderies, cantines dans certaines régions).  
Comme pour tous les travailleurs, beaucoup de femmes savent que le prétexte de la compétitivité avec les autres pays du Marché commun a été mille fois employé pour s'opposer à l'aug-

mentation de leurs salaires, à la réduction de leur temps de travail, à l'avancement de l'âge de la retraite, que le même argument a été utilisé pour justifier les atteintes aux avantages sociaux acquis et notamment à la Sécurité sociale.  
De récents sondages montrent que 59 % des familles se restreignent sur les dépenses alimentaires de la vie courante, 73 % se privent sur les dépenses de logement et d'équipements du ménage, 84 % sur les vacances et les loisirs. Ces chiffres accusateurs se traduisent par des soucis lancinants, réels, en permanence aggravés par la galopade des prix. La récente hausse de 9 centimes sur le litre de lait montre que l'augmentation des prix atteint bien les produits de première nécessité.  
Manquer d'argent pour boucler le budget, de temps de vivre, avoir trop de difficultés pour élever les en-

fants et préparer leur avenir, c'est le lot de la majorité des femmes.  
De plus en plus nombreuses elles sont inquiètes pour l'avenir de leurs enfants. Celles qui ne peuvent leur donner le métier de leur choix et de leur époque, celles de Lorraine, du Nord ou de Bretagne dont l'enfant doit partir pour trouver un emploi, celles qui doivent refuser aux jeunes de continuer à travailler la terre parce que l'exploitation familiale est à l'agonie.  
Quelle promotion de la femme, quelle participation à la vie politique et sociale peut lui assurer un gouvernement qui porte la responsabilité des difficultés sociales actuelles, maintient en vigueur les discriminations, réduit l'ensemble des droits démocratiques ?  
Tous les aspects de cette politique antisociale frappent plus largement le pilier des femmes et les amènent à répondre : NON.

Ce que propose M. Pompidou pour l'Europe ne ferait qu'aggraver cette situation en permettant que s'organisent plus largement le pillage des richesses, l'étalement du chômage et de la misère.  
Les femmes sont, peut-être plus que quiconque, éprises des idées de paix et de solidarité internationale. Elles y voient à juste titre la garantie de la sécurité de leurs foyers. Ces idées s'appuient sur des réalités. La réalité de l'Europe est celle qu'imposent la géographie, l'histoire, les intérêts des peuples et de la paix, et non pas celle que, pour des intérêts de classe, Pompidou limite à la solidarité des grandes sociétés capitalistes de six ou dix pays.  
Les raisons des femmes de répondre NON sont donc multiples. Elles se résument dans le refus de la poursuite de cette politique mutilante pour elles et leurs enfants, mais aussi dans une volonté plus fortement

et plus fermement exprimée que jamais de changements profonds et d'aspiration à participer réellement à la vie du pays.  
La promotion de la femme est à l'ordre du jour. Favoriser l'accès des femmes à tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle, favoriser leur participation réelle aux choix et décisions du pays est conforme non seulement à leurs aspirations personnelles, mais aussi à toute la société.  
Donner aux familles d'autres conditions de vie, c'est contribuer à leur épanouissement, donner à chaque enfant la santé, l'instruction, le métier, le savoir c'est assurer leur bien-être aujourd'hui, et leur avenir, c'est en même temps répondre au plus haut point à l'intérêt national.  
Aux raisons de tous, s'ajoutent donc vraiment, pour les femmes, des raisons supplémentaires de dire NON au référendum.

# LES OUVRIERS spécialisés et le référendum

**L**A dégradation des conditions de travail n'épargne aucune des catégories de travailleurs. Ceux qui en ressentent le plus durement les effets, ce sont les ouvriers spécialisés : les O.S., qui représentent environ 30 % de la classe ouvrière.

A l'usine, la charge de travail devient écrasante, les délais d'exécution de plus en plus réduits.

L'insuffisance des salaires, les modes de rémunération poussent au rendement maximum, à l'allongement de la durée du travail.

Aux cadences accélérées s'ajoutent les mauvaises conditions d'hygiène, la chaleur, l'humidité, le manque d'aération, le bruit, l'entassement.

La fatigue accumulée devient chronique, le surmenage conduit à l'épuisement, à l'usure prématurée.

Les accidents de travail sont nombreux. Ils tuent en moyenne 7 travailleurs chaque jour.

Selon les plus récentes statistiques de la Sécurité sociale, chaque minute « travaillée » est marquée par un accident entraînant une incapacité permanente. A chaque heure, un travailleur est tué : 2.227 morts en 1969. Encore ne tenons-nous pas compte des 1.575 accidents mortels du trajet.

La parcellisation outrancière du travail, le geste répété jusqu'à 1.000 fois, 1.500 fois par heure, forment l'ouvrier en appendice de la machine.

L'absence de possibilité réelle de formation condamne le travailleur à d'interminables années de travail monotone, abrutissant, sans signification.

A la sortie de l'usine, la tension ne se relâche pas pour autant. Ce sont les transports en commun surchargés, mal commodes, épuisants, la maison qui n'est pas toujours — loin de là — un havre de détente et de repos, en raison de la dégradation du cadre de vie, du bruit, de la pollution des villes.

L'exploitation de la classe ouvrière est devenue plus intense, plus globale.

C'est cette vie que Pompidou veut faire approuver par son plébiscite et auquel il n'y a qu'une réponse possible.

## RÉPONSE A DES QUESTIONS

● Pourquoi le référendum ne porte-t-il pas sur les questions essentielles de la vie quotidienne des Français ?

Les effets de dix ans de présence de M. Pompidou à la barre les Français les connaissent parce que, chaque jour, ils les ressentent. Sur sa politique économique et sociale, le pouvoir se heurte aux réalités. Il est conscient de son peu d'audience.

Le tiers de la population active, 6.500.000 salariés, vit avec moins de 1.000 F par mois, 3 millions de femmes, 1 million et demi d'hommes gagnent moins de 850 F. 450.000 vieux travailleurs n'ont que 7,94 F par jour et près de 2 millions entre 8 et 12.

En dix ans, le rendement du travail d'un ouvrier a augmenté en moyenne de 50 pour cent, mais son niveau de vie a stagné. Le pouvoir d'achat des familles chargées d'enfants est même en régression.

Le chômage frappe deux fois plus de travailleurs manuels et intellectuels qu'il y a dix ans.

En un an, le nombre des chômeurs en France a augmenté de cent mille. On en compte donc plus d'un demi-million.

L'Institut national de la statistique et la plupart des économistes s'accordent à dire que « le nombre des demandes d'emploi non satisfaites risque de continuer à s'accroître

au cours du premier semestre 1972 à un rythme voisin de celui qui a été constaté à la fin de 1971 ».

Les conditions de travail, et notamment son rythme, deviennent insupportables pour les ouvriers spécialisés rives aux chaînes. Mais aussi pour les autres catégories, y compris les employés et les cadres.

Les contribuables les plus modestes sont deux fois plus nombreux qu'il y a dix ans et le montant de l'impôt sur le revenu qu'ils supportent a triplé.

Plus de 120.000 entreprises artisanales ont dû fermer en une dizaine d'années, 6.900 commerces en 1969 seulement. A la campagne, une exploitation meurt toutes les douze minutes.

Les jeunes se heurtent à d'insolubles difficultés pour accéder à une profession, au savoir correspondant à notre époque. 250.000 d'entre eux, chaque année, quittent l'école sans métier. Deux étudiants sur trois ne parviennent pas à la licence.

Franchement, M. Pompidou peut-il se risquer à poser une question sur ces problèmes ? C'est une preuve supplémentaire du caractère antidémocratique du référendum : on consulte les citoyens sur un sujet complexe et lointain, difficile, sinon impossible à comprendre pour la plupart.

Pas sur les préoccupations concrètes auxquelles ils se heurtent dans la vie quotidienne.

● Pourquoi affirmez-vous qu'il s'agit d'un plébiscite ?

M. Pompidou veut faire croire que, par le référendum, chaque Français pourra se prononcer sur l'élargissement du Marché commun à la Grande-Bretagne, l'Irlande, la Norvège et le Danemark. Et il vante le caractère démocratique du procédé.

En vérité, il s'agit d'une caricature de démocratie. Les textes permettant de comprendre en quoi consiste exactement le traité d'adhésion comportent environ 500 pages.

Il est évident que l'immense majorité des citoyens ne pourraient pas en prendre connaissance. Ceux qui y parviennent n'auront aucune possibilité d'en discuter sérieusement. Encore bien moins d'en modifier quoi que ce soit. Le traité de base lui-même n'a d'ailleurs jamais été soumis à la ratification populaire.

M. Pompidou demande donc aux Français d'approuver des mesures qu'ils ne connaissent pas, dont ils ne pourront pas mesurer les conséquences, et auxquelles ils n'auront le droit de rien changer. Etrange conception de la démocratie !

Le référendum est en réalité un plébiscite parce que le pouvoir veut le transformer en approbation globale de sa politique et, plus précisément, de la personne du chef de l'Etat. C'est un secrétaire d'Etat qui l'a dit, M. Fanton, déclarant dès le premier jour qu'un vote favorable serait un oui au président de la République.

● Pourquoi le Parti Communiste Français refuse-t-il l'abstention ?

— La position communiste résulte de son analyse de la situation. Elle est logique parce que, dans ce référendum :

— L'abstention c'est la passivité. Même en la motivant, le résultat est identique : on appelle les électeurs à ne pas réagir devant un événement qui risque d'engager leur avenir immédiat dans une voie qu'ils réprouvent.

Au contraire, le NON est l'appel à une action dynamique, seule capable d'entraîner ceux qui s'opposent à la politique du pouvoir actuel.

— L'abstention c'est le doute. Très légitimement, dans ce cas, les Français pourraient se dire : comment ceux qui n'ont pas su prendre une position claire et précise dans un moment aussi important peuvent-ils prétendre être capables demain de mettre en œuvre une politique différente et complexe allant vers le progrès ?

— L'abstention c'est la confusion. Le non-vote de ceux qui veulent changer les choses se confondrait avec celui des abstentionnistes « professionnels ».

Par ailleurs, dans le système français, les abstentionnistes ne comptent pas. Au lendemain du référendum, le pouvoir aurait beau jeu de prétendre que 99,98 % des votants (les seuls qui comptent) l'approuvent, ont dit « oui » à Pompidou !

## NON AUX IMPOTS TOUJOURS PLUS LOURDS

Le nombre d'assujettis à l'impôt sur le revenu est passé, en dix ans, de 4 millions et demi à 10 millions. Les taxes de vie chère prennent l'ensemble des foyers un total de 120 milliards lourds (240.000 anciens francs par habitant). L'impôt repose à 80 % sur les masses populaires. Les sociétés capitalistes, elles, ne fournissent que 10 % des recettes fiscales de l'Etat.

Le président de la République qualifie ce système de « juste » et « efficace »... sans doute pour les gros actionnaires de groupes capitalistes, qui bénéficient de l'avoir fiscal, et surtout les grosses sociétés, en faveur desquelles ont été instaurés tant de privilèges fiscaux.

## NON A LA VIE CHERE

Les prix ayant augmenté de 9,5 % en 1971, et le revenu mensuel net des ouvriers de 8,5 % (chiffres du ministère du Travail), on constate que le pouvoir d'achat a baissé l'année dernière pour tous les travailleurs, à l'exception de l'ouvrier célibataire : de 0,7 % pour une famille de deux enfants (la mère ne travaillant pas), de 7 % pour une famille de cinq enfants.

## NON AUX SCANDALES

Les scandales financiers n'ont cessé de défrayer la chronique. Dans chacun d'eux, des notables ou des protégés de l'U.D.R. y ont été mêlés.

Les conseillers communistes de Paris viennent de révéler un autre énorme scandale.

Avec l'aide directe de l'Etat, les banques et particulièrement celle de Paris et des Pays-Bas, ont fait main basse sur la ville.

Paris est devenu un vaste marché spéculatif, le domaine public est bradé et est une source de profits fabuleux pour les financiers.

## Les profits capitalistes : quelques exemples (1970)

Saint-Gobain-Pont-à-Mousson	1.024 millions de F
Rhône-Poulenc	1.479 millions de F
Compagnie Française des Pétroles	1.521 millions de F
Wendel-Sidéor	437 millions de F
Denain-Nord-Est-Longwy	1.802 millions de F
Compagnie Générale d'Electricité	437 millions de F

UNE  
RÉVÉLATION  
ACCABLANTE

# Les « perspectives » de l'Europe des Dix que M. Pompidou cache aux Français :

- *Stopper la croissance économique*
- *Abaisser le niveau de vie*
- *Enchaîner la souveraineté nationale*

Au cours d'une conférence de presse donnée par les groupes parlementaires communistes le 4 avril, Georges MARCHAIS, secrétaire général adjoint du Parti Communiste Français, a fait la déclaration suivante :

**D**ES l'annonce du référendum-plebisците, nous avons dit que M. Pompidou poursuivait en l'occurrence des objectifs **inavouables**, qu'il espérait faire avaliser par les Français dans la hâte et la confusion.

Nous avons dénoncé les conséquences désastreuses qu'aurait pour l'ensemble du peuple français la réalisation du « grand dessein » européen de M. Pompidou.

Nous en apportons aujourd'hui la preuve.

Elle est d'une gravité exceptionnelle.

Elle révèle en effet qu'il existe, au sein de la plus haute instance du Marché commun, un plan visant à provoquer délibérément « **UN NET RECUIL DU BIEN-ETRE** » DES HABITANTS de la nouvelle communauté des Dix.

**D**E quoi s'agit-il ?

Le 20 mars, les ministres des Affaires étrangères des six pays membres du Marché commun se réunissaient pour désigner un nouveau président de la Commission de Bruxelles, organisme permanent chargé d'élaborer la politique et de préparer les décisions

En voici l'essentiel :

● « Il nous incombe d'indiquer les éléments économiques qui peuvent contribuer à promouvoir la limitation des naissances. A cet égard, on peut penser à la politique fiscale et à la suppression des aides sociales aux familles nombreuses ». Et M. Mansholt recommande « des propositions concrètes à ce sujet ».

● Il faut organiser « une forte réduction de la consommation des biens matériels par habitant » et « éviter la production de biens non essentiels ».

Précisons que M. Mansholt ne prévoit, pour autant, aucune réduction de la production de ces biens véritablement « non essentiels » que sont les armements.

Mais cela ne suffit pas. « Il faut se demander si nous ne devrions pas adopter des mesures (politiques) beaucoup plus radicales ».

**V**OICI ces mesures :

● « Pour parvenir à un équilibre stable, il faudra que la population mondiale diminue de façon encore beaucoup plus nette. »

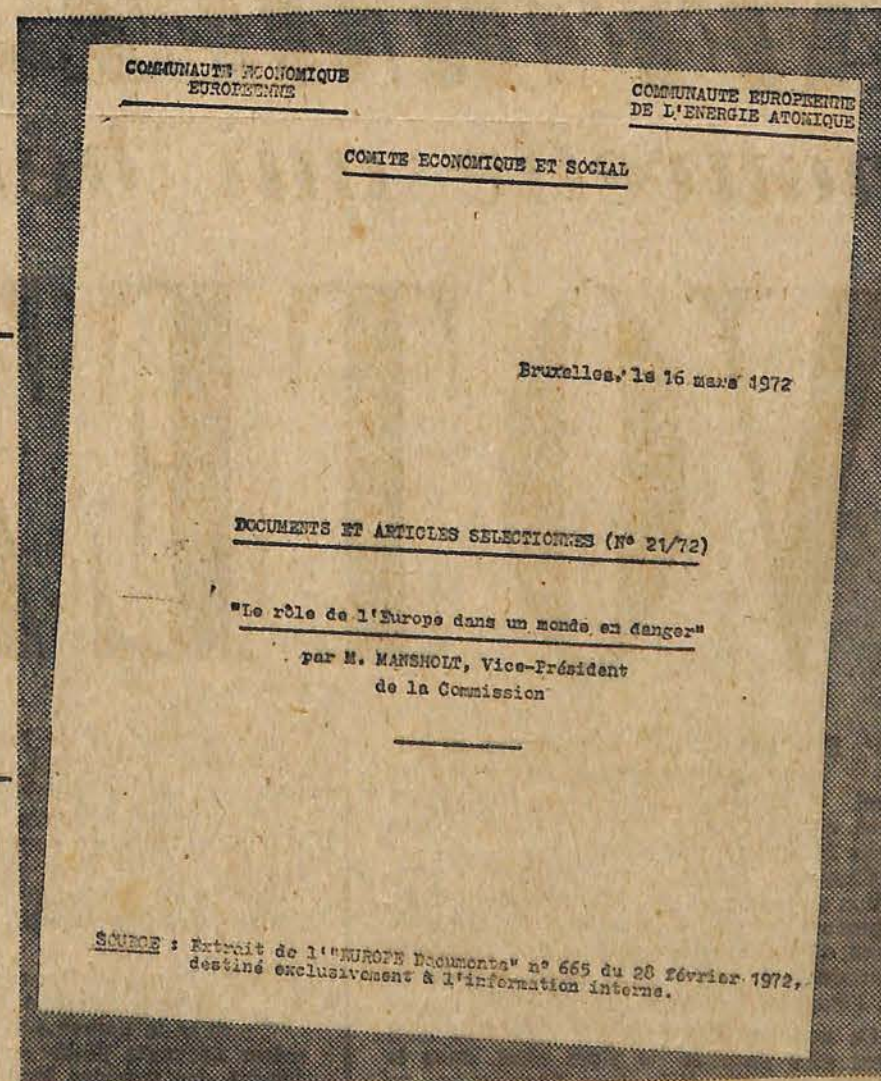
L'intégration de notre pays dans une Union économique et dans une Confédération politique, intégration pour laquelle M. Pompidou voudrait arracher, le 23 avril, aux Français un blanc-seing, faciliterait évidemment, avec ce qu'elle comporte d'abandon de notre souveraineté nationale, la réalisation de ce programme monstrueux.

**E**ST-CE d'ailleurs un hasard si M. Giscard d'Estaing vient d'annoncer son intention d'organiser prochainement des colloques publics sur les « risques » que présente la recherche de la croissance économique ? Ou n'est-ce pas pour tenter de préparer l'opinion de notre pays à la venue des temps de pénurie ?

Le 16 mars, au cours de sa conférence de presse, M. Pompidou déclarait : « L'adhésion de la Grande-Bretagne dépasse de beaucoup la simple notion d'élargissement. C'est une Europe nouvelle qui se crée et qui va s'affirmer et dont dépendra l'avenir des peuples européens, et par conséquent de tous les Français dans le domaine politique, économique, social et humain ».

Grâce à M. Mansholt, les Français savent

Fac-similé  
du docu-  
ment dans  
lequel M.  
Mansholt  
trace les  
« perspec-  
tives » du  
Marché  
commun



## L'EUROPE QUE PROPOSENT

du Marché commun.

Pour succéder à M. Malfatti (qui démissionnait pour se présenter aux élections italiennes), M. Maurice Schumann proposait M. Sicco Mansholt, homme politique hollandais, jusqu'ici vice-président de la Commission. Les autres ministres des Affaires étrangères ratifièrent ce choix et M. Sicco Mansholt — qui s'est déjà rendu célèbre par son plan de liquidation des petites et moyennes exploitations agricoles — est donc désormais président de cette haute instance du Marché commun qu'est la Commission de Bruxelles.

Or le 9 février — c'est-à-dire quelques semaines avant l'annonce du référendum pompidolien — le même M. Mansholt avait adressé au président Malfatti un mémoire à usage « interne » sur le rôle de l'Europe dans les années à venir, mémoire dont il est difficile de penser que le ministre français des Affaires étrangères n'avait pas connaissance lorsqu'il proposa la nomination de M. Mansholt à la présidence de la Commission du Marché commun.

QUE contient ce mémoire semi-confidentiel ?

Il révèle le plan — on peut dire : la stratégie — de celui qui préside désormais, avec l'assentiment et le soutien du gouvernement français, aux destinées du Marché commun et de la petite Europe des trusts.

Il s'agit en effet du programme que devrait mener à bien « la nouvelle Communauté des Dix ».

Le président de la Commission de Bruxelles commence par dresser un véritable constat de faillite.

« 1. Il est de plus en plus évident que les gouvernements nationaux (des puissances capitalistes) ne sont plus capables d'assurer une expansion stable de leurs économies. Une « inflation galopante » et « un chômage de plus en plus grave » les frappent tous.

« 2. L'équilibre monétaire n'est pas rétabli. Tout au plus peut-on parler d'un répit, mais dès à présent tous les éléments d'une nouvelle crise se trouvent réunis.

« Tels sont quelques-uns des problèmes d'aujourd'hui. Mais plus graves encore sont les questions qui vont bientôt se poser à nous et qui se dessinent de plus en plus nettement. »

S'appuyant sur des extrapolations statistiques d'origine américaine, le président de la Commission du Marché commun prétend que le « problème clé » serait le suivant : il y a trop de bouches à nourrir et ces bouches consomment trop.

On reconnaît là le faux problème, l'alibi de ceux qui s'en tiennent à la logique inhumaine du profit privé et qui sont, de ce fait, incapables de mettre l'expansion économique au service de l'expansion du bien-être, au service du progrès général de la société.

Partant de là, M. Mansholt explique que la seule solution réside dans une politique malthusienne à outrance, dont la Communauté ouest-européenne doit précisément être l'instrument.

QUELLES « directives » convient-il en effet de donner, selon le premier personnage de la petite Europe, « aux nouveaux organes de la Communauté des Dix » ?

« La société de demain ne devra pas « être axée sur la croissance, du moins dans le domaine matériel ».

Pour « donner un exemple de ce que pourrait impliquer une telle politique », le président de la Commission de Bruxelles indique alors qu'un des objectifs de la « politique européenne » se traduira par « UN NET RECUL DU BIEN-ETRE MATERIEL PAR HABITANT ET PAR UNE LIMITATION DE LA LIBRE UTILISATION DES BIENS ».

Il ne s'agit pas seulement, en effet, d'orienter la « planification » de manière à assurer « une consommation aussi réduite que possible de matières premières et d'énergie ».

Il s'agit aussi d'envisager « des mesures fiscales canalisant la consommation dans le sens de l'économie et de la durabilité ».

Pour réaliser cette politique qui réduirait les habitants de notre pays comme de toute l'Europe occidentale — bien plus qu'à l'austérité — à un véritable appauvrissement, un « plan central européen » sera établi. Et il sera impératif pour chacun des pays du Marché commun : « Le plan économique européen, qui se présenterait sous la forme d'une directive, devrait alors être respecté lors de l'élaboration des plans économiques nationaux. »

Que resterait-il de la liberté d'action de la France, une fois le pays enfermé dans un tel carcan ? On peut bien parler de la « personnalité des nations », comme le fait M. Pompidou ; en fait, on vise à limiter la souveraineté nationale, à aliéner l'indépendance de notre pays.

LE caractère catastrophique de ces plans pour la population de nos pays est tel que le président de la Commission européenne conclut : « Un système européen de distribution des matières premières et de divers produits finaux paraît s'imposer (...), pour assurer des chances égales à tous, une économie de pénurie exigeant la distribution des biens de première nécessité ».

Autrement dit, la petite Europe des trusts et de M. Pompidou égalisera les chances en uniformisant le dénuement.

En échange, si l'on peut dire, le président de la Commission du Marché commun promet à la population des mesures visant à « l'épanouissement culturel et intellectuel » (on se demande ce que cela peut bien signifier dans une « économie de pénurie ») et à la « protection de l'environnement ».

Tel est le programme de M. Mansholt, que l'on entendait bien réserver « à l'usage interne » et dissimuler à l'opinion publique.

NOUS estimons de notre devoir d'alerter les Français et les Françaises sur l'extrême gravité de cette affaire.

M. Mansholt, en effet, n'est pas le moins du monde un théoricien en chambre, un rêveur solitaire et inoffensif.

Il est désormais président de la Commission de Bruxelles.

Il a été porté à ce poste avec l'approbation, et même sur la proposition, du gouvernement de M. Pompidou.

Il est l'auteur du plan de liquidation de centaines de milliers d'exploitations paysannes, qui vient déjà d'être adopté par les gouvernements européens, notamment par le gouvernement de M. Pompidou.

L'Europe de la misère et de la régression économique : voilà le programme, noir sur blanc, du héraut du Marché commun !

désormais quelles sont ces « perspectives nouvelles » que M. Pompidou les appelle à ratifier.

On comprend qu'étant donné la nature exacte de ces perspectives, le président de la République ait préféré dissimuler le document Mansholt à l'opinion et les abreuver de généralités rassurantes.

QUELQUES semaines avant qu'ils n'aient à se prononcer sur la question apparemment anodine que M. Pompidou soumet à référendum, nous avons, quant à nous, estimé indispensable de porter ce document à la connaissance des Français afin d'éclairer leur choix.

Qu'on ne nous dise pas pour autant qu'il s'agit de la part du Parti communiste français d'une opération électorale. Les Français ont appris à prendre au sérieux les mises en garde des communistes. Ils se souviennent, par exemple, que nous avions dénoncé dès 1965 le système de l'avoir fiscal, dont le caractère scandaleux est maintenant évident pour tous. Nous ne voulons pas que notre peuple se retrouve dans quelques années dans une situation où il devrait se dire à nouveau : « En 1972, les communistes avaient bien raison de dénoncer l'Europe des monopoles, de M. Mansholt et de M. Pompidou ».

Le texte intégral du document Mansholt a été publié dans « l'Humanité » quotidienne du 6 avril 1972.

La France a besoin d'une politique nouvelle

Le Parti Communiste Français propose

UN PROGRAMME POUR UN GOUVERNEMENT DÉMOCRATIQUE D'UNION POPULAIRE

Il vous concerne

Editions Sociales - Livre de poche 256 p. 5,50 F  
En vente toutes librairies  
et dans les organisations du P.C.F.

# LES COMMUNISTES

LE Parti Communiste Français est pour « l'édification de la grande et véritable Europe démocratique et pacifique, dont les peuples ont besoin ». C'est ce qu'il souligne clairement dans son programme. La « petite Europe » de Pompidou est tout le contraire.

Les grandes sociétés financières et industrielles qui dominent la France sont de plus en plus cosmopolites, toute considération d'intérêt national leur est étrangère.

Il leur faut avoir les mains libres pour développer l'exploitation des peuples sur une échelle beaucoup plus vaste que l'échelle nationale.

La petite Europe du Marché commun est celle des concentrations impitoyables, des fermetures d'usines, de la ruine de régions entières, des migrations forcées des travailleurs, du nivellement par le bas des lois et prestations sociales. C'est la petite Europe du grand chômage.

Il en est ainsi parce que, comme le disaient ensemble en 1970, le Parti communiste et le Parti socialiste, il y a aujourd'hui, dans le Marché commun, « domination du grand capital ».

Le Marché commun à six devait assurer la prospérité pour tous, plus de 14 ans ont passé et la société française connaît une crise profonde. Les autres pays capitalistes aussi.

Et voici que Pompidou vient dire : élargissons le Marché commun à dix et alors il y aura la prospérité pour tous. Le bilan vécu, vérifiable, parle pour les promesses d'avenir.

Née de la guerre froide, la petite Europe sert de machine contre la détente.

Même élargie à dix, elle conduit à approfondir la division de l'Europe.

Alors qu'il serait nécessaire de soutenir la convocation rapide d'une conférence des Etats pour la sécurité et la coopération européennes qui ouvrirait la voie au remplacement des blocs militaires par un système de sécurité collective, voire à une organisation de coopération de tous les Etats européens.

Le choix n'est pas pour ou contre l'Europe. Dire NON, c'est refuser la petite Europe des trusts et de la guerre froide, dominée par les Etats-Unis.

C'est vouloir la véritable Europe, celle réunissant tous les pays du continent quel que soit leur régime social, l'Europe des peuples et des travailleurs, l'Europe pacifique fondée sur la sécurité collective et la coopération. Telle est la véritable « élargissement » qui s'impose !

En ce qui concerne le Marché commun — qui est une réalité — il faut, comme l'expose largement notre programme, que le Traité de Rome qui lui a donné naissance soit révisé en vue de lui donner un contenu économique et social profondément nouveau, de le libérer de la domination du grand capital, de démocratiser ses institutions.

L'indépendance et la souveraineté nationales de chaque peuple et la coopération volontaire et bénéfique de tous, loin de se contredire, s'enrichissent mutuellement. A l'inverse, M. Pompidou veut faire approuver le 23 avril sa conception de « souveraineté limitée ».

La nation est une réalité profonde, moderne, durable. C'est vrai pour des pays où cette réalité se conquiert aujourd'hui dans un combat héroïque face à l'impérialisme. C'est vrai pour notre pays où cette réalité est loin d'avoir épuisé ses possibilités de développement.

Les travailleurs, les démocrates, les patriotes affirmeront par un NON résolu la volonté de garantir par l'indépendance nationale, le droit inébranlable du peuple français de décider lui-même, souverainement de son sort, sans ingérence étrangère, par la paix et l'amitié.

**L'Humanité**  
6, bd Poissonnière, Paris-9<sup>e</sup>  
Téléph. : PRO 73-39, PRO 91-59

★  
DIRECTEUR : Etienne FAJON  
FONDATEUR : Jean JAURES  
DIRECTEUR : Marcel CACHIN (1918-1958)  
REDACTEUR EN CHEF (1926-1937) : VAILLANT-COUTURIER

ABONNEMENTS (France)  
3 mois ..... 50 F  
6 mois ..... 85 F  
12 mois ..... 150 F

HUMANITE DIMANCHE (France)  
3 mois ..... 23 F  
6 mois ..... 43 F  
12 mois ..... 80 F

HUMANITE  
et HUMANITE DIMANCHE  
3 mois ..... 70 F  
6 mois ..... 120 F  
12 mois ..... 220 F

ABONNEMENT SOUTIEN  
Humanité ..... 280 F

ABONNEMENTS (étranger)  
Un an :  
Humanité ..... 260 F  
Humanité Dimanche ..... 100 F  
Humanité et Humanité Dimanche ..... 360 F

Par vole aérienne  
tarif sur demande

Pour vos mises en service d'abonnement, vos changements d'adresse ou la suspension provisoire de votre abonnement, prévenez-nous au MINIMUM DIX JOURS AVANT.

Dans tous les cas, joignez une bande ou rappelez votre numéro d'abonné.

Joindre 1,50 F pour frais.

Pour les abonnements seulement :  
C.C.P. Paris 5.297-03  
Pour tous les autres versements :  
C.C.P. Paris 24-18

Vente au numéro :  
Belgique ..... 7,00 F.B.  
Suisse ..... 0,80 F.S.  
Tunisie ..... 85 m.  
Algérie ..... 0,75 d.  
Italie ..... 200 l.

André LALOUX  
directeur  
de la publication

6-4-1972

IMPRIMERIE POISSONNIERE  
3, faubourg Poissonnière, Paris-9<sup>e</sup>

A B C D E